

Célébration du fiasco de Trump et Netanyahu



Trump, rejoint par l'ambassadeur David Friedman et Jared Kushner et d'autres hauts fonctionnaires, annonce l'accord de totale normalisation des relations entre Israël et les Emirats arabes unis, jeudi 13 août 2020, dans le Bureau ovale de la Maison Blanche. (Photo officielle Maison Blanche par Joyce N. Boghosian)

Par Sam Bahour, le 20 août 2020

Sam Bahour a fait les commentaires ci-dessous dans une interview avec un journaliste qui n'a pas été diffusée, mais qu'il a transcrits et partagés avec nous. – L'éditeur

L'annonce de relations normalisées entre les EAU et Israël arrive sans surprise pour les Palestiniens. La normalisation par plusieurs Etats du Golfe, menés par les Emirats, et Israël se poursuit depuis longtemps, en quelque sorte sous le tapis, et ceci la propulse à la surface. En analysant, je dirais qu'elle a été conduite à la surface à ce moment spécifique pour une raison concrète. Et c'est l'échec de Trump-Netanyahou à progresser sur leur vision « la Paix vers la Prospérité » avec l'annexion.

Ce fut un échec monumental. Non seulement ils n'ont pas fait entrer les Palestiniens dans la partie, Dieu merci, mais plus important, même la communauté internationale savait très bien que c'était illégal, que cela détruirait la possibilité d'une future résolution entre les deux parties et, encore plus important, à l'intérieur de la communauté internationale, il y avait la Jordanie, qui a pris une position très forte, menaçant fondamentalement le traité de paix entre Israël et la Jordanie.

Tous ces éléments réunis ont abouti à l'échec de Trump et Netanyahou à pouvoir réaliser quelque partie que ce soit de ce projet. La façon dont ils courent en avant pour sortir de la crise, c'est de créer cette diversion, en décrivant l'accord dans la conférence de presse à la Maison Blanche comme quelque chose de tellement historique. Ils ont prononcé le mot historique tant de fois que je me suis demandé ce que les livres d'histoire vont pouvoir écrire, parce que rien n'est encore arrivé.

Ce qui est arrivé c'est un indice d'une entrée dans une certaine sorte de normalisation. Ainsi, c'est une sorte de tout petit pas en avant qui ne fait que déclarer publiquement ce qui est déjà une réalité. Et pour moi, la question n'est

pas les EAU-Israël. La question c'est l'échec de la vision « la Paix vers la Prospérité » à franchir ne serait-ce que sa première étape qui consiste à réaliser l'annexion.

Quant à nous Palestiniens, l'accord nous met décidément dans un coin encore plus petit que celui dans lequel nous étions. Etant donné l'attaque internationale menée contre nous par les Américains, je n'envie pas ceux qui sont dans la direction palestinienne et qui doivent trouver comment gérer la crise au jour le jour. Non seulement le Corona mais aussi l'étranglement financier et l'incessante occupation. N'oublions pas, l'occupation n'a pas cessé un seul jour, jamais un seul jour. Non seulement depuis que la vision « la Paix vers la Prospérité » a été annoncée, mais pendant les cinquante trois dernières années. C'est donc un poids énorme que traînent les Palestiniens.

Mais nous sommes solides. Je veux dire, si nous ne savons pas comment et quoi faire – nous savons très bien comment rester fermes et c'est le genre de chose que nous avons dans notre ADN. Aussi, quiconque pense que ce genre d'annonce va faire disparaître les Palestiniens vit dans un monde imaginaire.

Ceci dit, nous sommes ici à un moment diplomatique très crucial et sensible. L'annonce des Emirats fait-elle partie d'un projet plus large dans lequel d'autres Etats arabes vont sauter dans le train en marche pour accomplir ce que Trump exige d'eux ? Souvenons nous, ce ne sont pas des Etats démocratiques, et ce ne sont pas des gouvernements représentatifs démocratiques. Nous devrions toujours avoir cela en tête. Les gouvernements des Etats du Golfe ne représentent pas ceux qui sont citoyens de leurs pays.

Je ne sais donc pas pourquoi les Américains sont si excités lorsqu'un gouvernement non représentatif fait une annonce, probablement parce qu'ils ne sont peut-être pas représentatifs aux Etats unis, mais ça, c'est une autre histoire.

Ce qui fait peur ici, c'est que la direction palestinienne a appelé la semaine dernière à une déclaration d'urgence de la Ligue Arabe, une condamnation et une réunion ; si cela prend forme et qu'il y ait un projet en coulisses pour pousser de nombreux pays à normaliser publiquement leurs relations avec Israël, une réunion de ce genre peut provoquer un retour de bâton.

Ce qui est en jeu ici, c'est quelque apparence que ce soit d'unité arabe sur la question. Ce pourrait être la victime de cette totale ordalie. Je devrais faire remarquer ici comme une réalité que le peuple palestinien dans son ensemble n'a à peu près aucune confiance dans la Ligue Arabe et ses institutions pour intervenir de façon constructive.

Ceci dit, politiquement et publiquement, il est important au moins qu'ils se présentent comme un front uni contre Israël, tant que l'occupation persiste. Si ce front public est démantelé après les Accords d'oslo, à commencer par les Emirats, nous n'aurons pas perdu beaucoup étant donné qu'elle n'a pas donné beaucoup, la Ligue Arabe, depuis longtemps. Mais encore une fois, on ne veut pas prendre quelqu'un qui est un allié, même si c'est un allié public et pas un allié concret, et le perdre.

Ainsi, ce qui est en jeu ici, c'est une plus large configuration arabe qui, jusqu'à maintenant, a dit plutôt clairement qu'elle ne normalisera ses relations avec Israël

qu'après la fin de l'occupation. Nous devrions nous rappeler que les Emirats étaient l'un des trois Etats, Bahrein et Oman étant les deux autres qui se trouvaient à la réunion à la Maison Blanche quand l'annonce de paix et prospérité a été faite en janvier à Washington. Ce n'est donc pas une surprise de les retrouver du côté des Israéliens. C'est très clair.

Je pense qu'il est plus important pour eux d'obéir aux exigences de l'administration Trump parce qu'ils ont peur de Trump. En fait, ils peuvent exister aujourd'hui grâce à Trump. Sans Trump pour les soutenir, ils se trouvent dans de très graves questions intérieures et, régionalement, ils ont perdu leur crédibilité depuis longtemps.

Une grande partie des pays arabes a soutenu l'UNRWA au cours du temps et apporté son soutien aux Palestiniens. Mais plus intéressant est leur semblant de soutien : leur affectation publique de soutien afin d'apaiser leur population locale.

Ils savent très bien que leurs peuples, les peuples du monde arabe, sont à 110 % alignés sur le combat des Palestiniens. Aussi, en montrant ce front arabe public, ils peuvent raconter à leurs peuples qu'ils sont ici du bon côté de l'histoire. Alors que leurs actions étaient jusqu'ici souterraines, en coulisses, sous la table, elles commencent à émerger publiquement.

L'Egypte nous a déjà déçus. Le président Abdel Fattah Al-Sisi est resté silencieux de façon assourdissante tout au long de l'annexion, en partie parce qu'il a un problème domestique. Il a un problème avec l'Ethiopie concernant le barrage, et c'est une question de vie ou de mort pour l'Egypte et ils ont besoin de l'implication des Américains pour les aider sur ce front.

Aussi ne suis-je pas surpris que Sisi, autre dirigeant non représentatif de son peuple, un Etat non démocratique, rejoigne le train en marche par peur que d'autres questions qui sont importantes pour l'Egypte puissent en souffrir si elles vont à l'encontre de Trump, étant donné que c'est un électron libre.

En ce qui concerne les Palestiniens, ce que je crois nécessaire, et j'écris à ce sujet depuis des années maintenant – il est temps d'arrêter de ne faire qu'émettre des déclarations et de commencer à rajeunir les capacités institutionnelles palestiniennes pour être également plus représentatifs. Parce que nous sommes entrés dans une configuration qui rappelle celle des autres régimes arabes : pas de élections et pas de régime politique opérationnel. Aussi est-il temps aujourd'hui pour la direction palestinienne de reconnaître qu'elle a failli tout au long du processus d'Oslo et qu'elle est ensuite restée beaucoup trop longtemps sans bouger pour avoir quelque réel impact que ce soit. Elle perd sa crédibilité, quoiqu'il reste de sa crédibilité dans les communautés palestiniennes. Il est temps de renouveler la direction palestinienne dans un cadre institutionnel. Ainsi les jeunes aussi pourraient avoir leur mot à dire sur ce qu'ils veulent faire ; et nous ne savons pas ce qu'ils veulent faire parce que nous n'avons pas aujourd'hui de système politique qui fonctionne. Nous ne savons pas de quoi les Palestiniens ont envie pour s'adresser aux Israéliens. Par exemple, est-ce que ce sera avec une désobéissance civile massive, penser à la Première Intifada ? Ou abandonner la solution à deux Etats et se retourner vers un seul Etat démocratique, avec un vote pour chaque citoyen, du fleuve à la mer ? Toutes ces idées sont possibles.

Personnellement, je maintiens mon engagement envers l'Etat de Palestine en Cisjordanie, à Jérusalem Est et dans la Bande de

Gaza. Et je pense que ce choix a le soutien et l'entraînement international. Nous avons besoin de créer une direction qui puisse non seulement maintenir cela, mais aussi affronter les Israéliens directement concernant leurs actions quotidiennes d'occupation. Et cela voudra dire une mobilisation massive et une mobilisation diplomatique pour continuer à agir, à faire une seule chose, tenir Israël pour responsable.

Si nous sommes le dernier peuple à tenir debout, nous demanderons qu'Israël soit tenu pour responsable parce que c'est le seul moyen pour qu'Israël change ses façons de faire. Pour Israël, penser qu'il peut passer un accord à l'extérieur, dans le monde arabe, sans traiter avec l'intérieur, s'occuper de la question palestinienne, c'est faire fausse route. Il peut arriver à une normalisation avec la totalité du monde arabe, mais il lui restera une arrière-cour, qui est la plus grande menace sur son existence, et il ne pourra jamais la passer sous silence.

Israël croit qu'il peut régler le problème, parce que les Palestiniens sont payés pour ne pas bouger. Israël maintient tous les mois un transfert de 30 millions \$ du Qatar vers la Bande de Gaza. Ainsi, Israël par définition s'assure que son ennemi à Gaza est bien financé pour pouvoir ne pas le menacer à ses frontières, au moins. C'est une stratégie à court terme. Quand nous disons qu'Israël est convaincu qu'il peut vivre avec cela, ce que nous disons c'est que l'administration israélienne actuelle, qui représente l'extrême droite, la droite extrême, un gouvernement fondé sur les colons – ce sont ceux qui rêvent et qui maintiennent l'illusion que le statu quo peut être maintenu.

Je pense que majoritairement, les Israéliens ne le croient pas. Et nous pouvons le voir aujourd'hui dans les rues. Je

veux dire que nous voyons sortir en Israël des manifestations plus importantes qu'avant le Corona. Elles sortent par temps de Corona, en masse et avec distanciation sociale, pour pouvoir demander le retrait de Netanyahou de son poste. Je pense que le public comprend que l'administration de Netanyahou les entraîne vers une période très sombre, une période qui peut menacer l'existence d'Israël. Et quand nous parlons des éléments qui en Israël pensent que ce n'est pas un problème de vivre avec le statu quo, je pense qu'il s'agit d'une très petite fraction de la société israélienne. Tout le monde se demande si l'Arabie Saoudite sera la suivante. Je ne le pense pas. Il est plus réaliste de penser que le Bahrein, Oman et le Soudan, ce dernier étant un Etat très faible, pourraient être les prochains à normaliser. Ils ressemblent à des cadeaux que les Américains peuvent influencer en moins d'une heure.

L'Arabie Saoudite représente un calcul différent. L'Arabie Saoudite étant le rempart qu'elle est à l'intérieur du Moyen Orient, je pense qu'il lui sera très difficile d'avoir une sorte de normalisation explicite avec Israël sans exiger une sorte de prix politique qu'Israël aurait à payer. Mais bien sûr la région change vite et la région a des craintes concernant l'Iran, principalement l'Arabie Saoudite. Aussi, à quel point cette peur joue-t-elle un rôle en tant que fonction dans la politique – je ne sais pas.

Ce que je sais, c'est que, quoiqu'il arrive dans la région, le combat des Palestiniens pour leur liberté et leur indépendance n'est pas près de s'arrêter, quelle que soit l'étendue de l'imagination de quiconque.

Ainsi oui, le marché des EAU change l'équation. Il change les alliés que les différentes parties peuvent avoir, mais le

coeur du conflit demeure le point douloureux. Aussi, soit nous nous occupons du concept central, soit nous tournons autour sur la pointe des pieds juste pour gagner plus de temps alors que la réalité devient chaque jour plus difficile.

Et c'est le calcul que les gens devront faire. Nous verrons les calculs de Trump dans les trois mois qui viennent et s'il reste à son poste, ce qui bien sûr changerait toute l'équation du jour au lendemain.

Mais les gens doivent garder à l'esprit que l'annexion en elle-même est déjà faite sur le terrain. Il y a juste maintenant une annexion de facto.

Ce que la droite israélienne espère faire, c'est prendre une décision juridique dans son système politique, ce qui en réalité ne change pas grand-chose sur le terrain. Et ce projet juridique a échoué jusqu'ici. Je crois que ce que nous voyons, avec toute cette agitation diplomatique, c'est la reconnaissance que le plan TrumpIsraéliens a échoué, dramatiquement échoué. Ils n'ont pas pu faire de la première étape de l'annexion une réalité.

Et les raisons sont très importantes. L'Europe envisage des sanctions ; pour la première fois, elle parle de sanctions. Le monde entier a condamné les projets américano-israéliens. Ils comprennent très bien, du côté israélien, qu'ils ne peuvent pas simplement avoir l'annexion et s'en sortir impunément.

Alors, la question de la responsabilité a commencé à entrer dans la discussion, même aux Etats Unis où vous avez la campagne de Sanders et d'une partie des Démocrates qui parle

de conditionner l'aide à Israël à sa conformité au droit international et à son abandon de l'annexion. Ainsi pour la première fois, et j'ai suivi ceci toute ma vie, la responsabilité, ne disons pas qu'elle prend forme, mais au moins on commence à en parler sérieusement, spécialement lorsque l'UE fait état de sanctions. C'est important. C'est l'échec. Ce que nous voyons aujourd'hui, ce n'est que la célébration d'un échec.

Il y a également ici un agenda personnel, du côté de Netanyahou, qui est d'éviter la prison. Il utilisera tout événement dramatique, ceci en faisant partie, l'annexion en étant un autre, le projet « la Paix vers la Prospérité » encore un autre, pour se maintenir hors du risque d'être tenu pour responsable des accusations de corruption qu'il sont portées contre lui. Et ceci fait partie de l'attention mouvante qu'il porte aux autres questions importantes. Ainsi les gens oublient qu'il est mis en accusation. Il est quelqu'un qui peut-être, très vraisemblablement, finira en prison.

Il est intéressant de constater que son partenaire Trump se trouve dans la même situation : quelqu'un qui affrontera peut-être des accusations judiciaires le jour où il quittera son poste. Voilà ce que sont les dirigeants et la qualité des dirigeants qui prennent ces grandes décisions. Je ne parierais pas sur ces chevaux !

Sam Bahour Sam Bahour (@SamBahour) est un conseiller d'entreprises qui commente fréquemment les affaires palestiniennes depuis Ramallah/Al-Bireh en Palestine occupée. Il est corédacteur de « Homeland : Oral Histories of Palestine and Palestinians » (1994) et à un blog) epalestine.ps.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)